DÉCLARATION LIMINAIRE

du CDAS du 10-03-2022

Monsieur le président,

Quoi qu'il arrive, quoi qu'il en coûte... le gouvernements continue sa politique comme si une pandémie n'entravait pas nos vies, comme si la période récente n'avait pas montré toutes les limites de ce système capitaliste, ultra libéral et mondialisé à l'extrême. Les inégalités au niveau mondial, européen et français continuent de se creuser.

Le montant de 137 milliards d'euros des profits enregistrés l'an dernier par les entreprises du CAC 40 est inégalé. Et l'on ne parle que de 40 entreprises... C'est l'équivalent de 2,4 fois le budget de l'Éducation nationale !

A lui seul, Total a amassé 15 milliards d'euros. Au même moment, des millions de personnes sont contraintes de réduire leur chauffage, se saignent, ne serait-ce que pour faire leur plein d'essence ou payer leur facture d'électricité. Le principal fournisseur de gaz, Engie, surfe également sur l'envolée des prix (+ 60 % en un an) : 3,7milliards d'euros de profits en 2021.

Les actionnaires du CAC 40, eux, se sont littéralement goinfrés. Le montant des dividendes qu'ils ont perçus l'an dernier a quasiment doublé par rapport à 2020 (presque 70 milliards d'euros). Pendant que le gouvernement fermait des lits d'hôpitaux par milliers en pleine pandémie, pendant qu'il bloquait le salaire des fonctionnaires, diminuait les allocations des chômeurs, alors qu'il s'apprête à fermer des centaines de classes d'écoles dans tout le pays, les grandes entreprises ont vu se déverser dans leurs caisses des dizaines de milliards de fonds publics.

C'est pourquoi, le 17 mars, la confédération CGT avec d'autres organisations syndicales, appellent à la grève sur la défense du pouvoir d'achat et les salaires, les pensions, les allocations, les bourses étudiantes.

La politique de gel de la valeur du point d'indice depuis plus de 10 ans a conduit à l'impasse dans laquelle se trouve aujourd'hui la fonction publique : dégradation du pouvoir d'achat, baisse de l'attractivité, départs trop nombreux, difficultés de recrutement, sentiment de déclassement.

Plus que jamais, aux Finances Publiques, les revendications de la CGT sont à l'ordre du jour : revalorisation du point d'indice en lieu et place de «primettes» avec l'argent gagné sur notre dos et développement d'un véritable réseau de proximité avec des services locaux de pleine compétence.

Aujourd'hui, aux Douanes, c'est le « cœur de métier » qui est attaqué, plus de cap, ni de boussole !

Il est urgent de procéder à des recrutements massifs et indispensables de personnels, à un renforcement du maillage territorial des services pour un service public douanier garant de la sécurité des biens et des personnes.

Le 10 mars, l'heure est à une nouvelle mobilisation.

Aux Finances, les politiques d'action sociale ne sont pas épargnées. Plusieurs chantiers ont été mis en route, en dépit de l'opposition quasi unanime des personnels par la voix de leurs représentants et des organisations syndicales contre ce qu'il faut bien appeler le plan de destruction de l'action sociale.

Nous dénonçons une nouvelle fois :

– la réorganisation du réseau des délégations d'action sociale pour privilégier une structure régionale, avant tout comptable. C'est éloigner la gestion, du réseau de proximité, véritable richesse pour notre ministère, pierre angulaire de l'action sociale mais que le Secrétariat Général a vidé au fil des ans de sa substance en lui ôtant toutes prérogatives.

– la remise en question du fonctionnement des associations ALPAF, EPAF et AGRAF. Notamment par leur gouvernance et leur regroupement qui remettrait en cause leur autonomie.

– la vente de 14 des 23 résidences EPAF au motif qu'elles ne correspondraient plus aux désirs des agents, dans un marché immobilier en berne dans le secteur du tourisme. Cette décision a été prise malgré l'opposition des fédérations.

– baisse de la subvention à ALPAF au motif que les prêts s'autofinancent alors que d'autres prestations pourraient être mises en œuvre et dans des conditions plus favorables (aide au logement d'un enfant étudiant) et que le besoin de logements persiste.

– peu de places en crèches alors que dans ce domaine les besoins sont criants. Ceci n'est qu'un bref aperçu du désengagement massif du Secrétariat Général sur l'action sociale.

Les représentants du personnel que sont les fédérations syndicales ne sont plus ni écoutés ni entendus, démontrant ainsi un réel mépris à l'égard de tous les personnels du Ministère. Leur rôle est totalement nié, il n'est qu'à voir le chantier sur les réseaux d'action sociale dont les organisations syndicales sont exclues.

LA CGT REVENDIQUE :
- de garantir un accès pour toutes et tous à l'action sociale,
- une information accessible à l'ensemble des agent·e·s,
- de maintenir un réseau de proximité.

LA CGT SERA TOUJOURS PRÉSENTE AUX CÔTÉS DES AGENTS ET CONTINUERA À FAIRE DES PROPOSITIONS POUR AMÉLIORER L'ACTION SOCIALE.